



VIE PROFESSIONNELLE

ENTRETIEN AVEC LE D^R DAVID SMADJA

LA DÉSINFORMATION MÉDICALE, APRÈS LA COVID

Le Médecin du Québec s'est entretenu avec le D^r David Smadja, hématalogue français qui a fait de la désinformation son cheval de bataille.

MAXIME JOHNSON

La désinformation médicale fait moins la manchette que pendant la pandémie de COVID-19. Elle est toutefois toujours présente, et ses effets sont bien réels.

M.Q. – QU'EST-CE QUI A CHANGÉ, DEPUIS LA COVID, PAR RAPPORT À LA DÉSINFORMATION ?

D.S. • Il faut comprendre que la désinformation médicale existait bien avant la Covid, mais elle était moins courante. La Covid a été la première pandémie de l'ère des réseaux sociaux : le monde s'est arrêté, on ne parlait que de cela, et les fausses informations ont explosé. Ce qui a surtout changé depuis la fin de la pandémie, c'est le fait qu'on parle beaucoup moins de la désinformation elle-même. Mais elle n'a pas disparu, elle est toujours là.

M.Q. – QUELS SONT LES MALADIES ET LES NOUVEAUX TRAITEMENTS VISÉS PAR LA DÉSINFORMATION ?

D.S. • Le premier domaine visé par la désinformation reste la vaccination. Pendant la pandémie, un grand nombre de théories du complot et de fausses explications se sont cristallisées autour des vaccins contre la Covid, et ces narratifs se sont ensuite étendus à l'ensemble des vaccins, comme ceux contre la grippe et le papillomavirus, qui est pour moi l'exemple le plus symptomatique de la crise de confiance actuelle envers la médecine et la science.

Dans un contexte de vieillissement de la population et de hausse des coûts de santé, la prévention est essentielle, mais elle est grandement compromise par la désinformation autour des vaccins.

Un autre champ important concerne les « fausses médecines », qui circulent massivement sur les réseaux sociaux. Beaucoup de gens se tournent vers des croyances parallèles et trouvent sur Internet des informations qui paraissent de plus en plus convaincantes, mais qui ne sont absolument pas validées scientifiquement.

M.Q. – COMMENT SE COMPARENT LES SITUATIONS EN FRANCE ET AU QUÉBEC, PAR RAPPORT À LA DÉSINFORMATION MÉDICALE ?

D.S. • En ce qui concerne le contenu de la désinformation, les différences entre les pays sont assez limitées. On observe quelques spécificités locales. En France, l'épisode de l'hydroxychloroquine a fédéré des communautés très actives, alors qu'au Canada, certains influenceurs très suivis ont plutôt beaucoup diffusé de fausses informations sur les risques thrombotiques liés aux vaccins. Mais, globalement, avec les réseaux sociaux devenus de véritables médias mondialisés, les mêmes discours circulent partout et se propagent très rapidement d'un pays à l'autre.

La France et le Québec sont aussi dans des situations assez similaires, par rapport à leurs réponses à la désinformation. Dans les deux cas, il existe une prise de conscience du problème, mais les actions concrètes ne sont pas encore très visibles.

Cette prise de conscience est évidemment alimentée par ce qui se passe aux États-Unis, où la désinformation en santé est devenue beaucoup plus institutionnalisée.

M.Q. – DANS LEUR PRATIQUE, QUE PEUVENT FAIRE LES MÉDECINS CONTRE LA DÉSINFORMATION MÉDICALE ?

D.S. • Selon moi, tous les professionnels de la santé doivent devenir, d'une certaine manière, des « instructeurs » de santé publique. Ils doivent expliquer aux patients pourquoi un médicament arrive en pharmacie, pourquoi il peut être prescrit et quelles étapes de validation permettent de garantir son innocuité. Cette information de base, qui paraît évidente pour les cliniciens, n'est, en fait, jamais transmise à la population générale.

Tant qu'on n'aura pas intégré cette éducation à la santé, notamment chez les jeunes qui consomment massivement les réseaux sociaux, on n'arrivera pas à contrer la désinformation. Les médecins généralistes ont un rôle essentiel à jouer, parce qu'ils suivent souvent des familles entières. Même si le temps manque, ils doivent rassurer, expliquer et redonner confiance.

Évidemment, il est presque impossible de faire changer d'idée les patients qui sont complètement convaincus par la désinformation. C'est dramatique. C'est donc d'autant plus important de s'assurer que ça ne fasse pas tache d'huile et de freiner la propagation de ces idées chez les autres.

M.Q. – QUE DEVRAIENT FAIRE LES MÉDECINS SUR LA PLACE PUBLIQUE ?

D.S. • Sur la place publique, les médecins – et plus largement tous les professionnels de la santé – doivent devenir de véritables acteurs de communication. Il faut notamment être présent sur les réseaux sociaux, puisque plus de 90 % des jeunes s'y informent.

La désinformation s'est propagée en partie parce que la confiance envers les institutions, les politiques de santé et le corps médical s'est érodée. Pendant la pandémie, la profession n'a d'ailleurs pas toujours brillé par l'uniformité ou la clarté de ses messages.

Aujourd'hui, il faut montrer que les professionnels suivent des règles, que les parcours de soins sont validés et que les traitements sont éprouvés. Il est essentiel de restaurer cette confiance, sans laquelle, selon moi, aucune lutte contre la désinformation ne peut réellement fonctionner.

Il ne faut toutefois pas se limiter aux initiatives individuelles : les gouvernements doivent investir massivement dans la communication en santé, sur les plateformes où les jeunes s'informent réellement.

M.Q. – D'UNE MANIÈRE PLUS SPÉCIFIQUE, VOUS AVEZ ÉCRIT SUR LES DANGERS DE L'EXODE DES MÉDECINS DE TWITTER/X. LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ DEVRAIENT-ILS RÉINVESTIR LES PLATEFORMES OÙ L'ON TROUVE DE LA DÉSINFORMATION ?

D.S. • Oui, je pense que les médecins devraient réinvestir les plateformes où circule la désinformation. Pour moi, si nous quittons ces espaces, cela revient simplement à laisser le terrain aux désinformateurs. Le public, lui, n'abandonne pas ces réseaux : il continue d'y être exposé. Et comme les algorithmes favorisent déjà les contenus sensationnalistes ou faux, l'absence de professionnels de santé ne fait qu'accentuer le problème.

Beaucoup critiquent le modèle économique ou l'absence de modération de Twitter/X, mais il ne faut pas idéaliser les autres plateformes : elles fonctionnent toutes avec des algorithmes et une logique de visibilité qui peuvent amplifier la désinformation. Quitter X ne fait que rendre la désinformation moins visible pour nous, pas pour le public.

J'ai même des exemples où des communautés de désinformateurs se sont organisées sur Twitter/X pour ensuite se mobiliser physiquement lors d'événements scientifiques, et nous ne l'avons pas vu venir simplement parce que nous n'étions plus présents sur la plateforme.

C'est pour cela que, selon moi, les institutions et les gouvernements doivent rester actifs sur ces réseaux. À titre individuel, il est difficile d'être présent partout, mais, d'un point de vue collectif, quitter ces plateformes serait une erreur stratégique majeure. ■

Le Dr David Smadja est professeur à l'Université Paris Cité et praticien en hématologie biologique à l'hôpital Georges-Pompidou de Paris. Il est aussi responsable d'un groupe de réflexion français sur la lutte contre la désinformation scientifique. Il a publié plusieurs articles sur la désinformation scientifique et médicale depuis la pandémie de COVID-19.